

À l'école, le nouveau protocole est « littéralement ingérable »

« Doucement mais sûrement, on tombe dans le chaos. » Alexandra Bojanic, secrétaire départementale du syndicat SNUipp 61, ne mâche pas ses mots. Depuis la rentrée des classes, le changement du protocole sanitaire dans les écoles primaires vire au casse-tête pour les directeurs, enseignants et parents d'élèves. « C'est devenu totalement ingérable », tranche la syndicaliste.

« En décembre, c'était Koh Lanta »

Par exemple, lorsqu'un cas positif au Covid-19 est déclaré dans une classe, un élève doit se faire tester le jour même, deux jours après, puis quatre jours après. Mais si le lendemain, un autre cas positif est avéré, la mécanique de tests est relancée. « Aujourd'hui, dans plusieurs communes comme à Flers, L'Aigle, ou Mortagne-au-Perche, les parents ne trouvent plus d'autotests », rappelle l'enseignante.

Et avec les centres de tests antigéniques ou PCR bondés, il devient parfois impossible de faire tester son enfant à l'échéance prévue. « On réclame le retour à la règle de la fermeture au premier cas de Covid. La mesure avait au moins le mérite d'être lisible. Les cas explosent et on allège le protocole. »

À cela s'ajoutent les enseignants positifs au Covid-19 qui ne sont pas toujours remplacés et des directeurs déchargés de leur classe le temps de prévenir les parents des nouveaux cas de Covid. « Pour moi, il n'y a plus vraiment cours. L'école est ouverte pour permettre aux parents de travailler, mais il est impossible d'avoir une continuité pédagogique avec des élèves qui font la navette entre la classe et leur domicile », poursuit Alexandra Bojanic, agacée. « En décembre, c'était Koh Lanta. On était quinze le lundi et il en restait six le vendredi. »

Les enfants de soignants, difficulté supplémentaire

De la même manière, le protocole sanitaire garantit l'accueil des enfants du personnel soignant. Sauf que dans l'Orne, l'hôpital est l'un des plus gros employeurs. Résultat : la mesure concerne parfois la moitié des élèves. « On n'a pas les moyens, on se retrouve

avec des accompagnants d'élèves en situation de handicap qui gèrent des enfants. Ce n'est pas leur rôle. »

Quant à la vaccination, même si elle progresse chez les jeunes, elle ne semble pas être une solution « à l'instant T ». « Le plus difficile ça va être les jours à venir, je ne sais pas combien de temps on va tenir comme ça. D'autant que les parents demandent des justificatifs pour leurs employeurs qu'on ne peut pas fournir. »

Le mois de janvier risque d'être très long pour les enseignants et les parents d'élèves de l'Orne.

Sacha MARTINEZ.